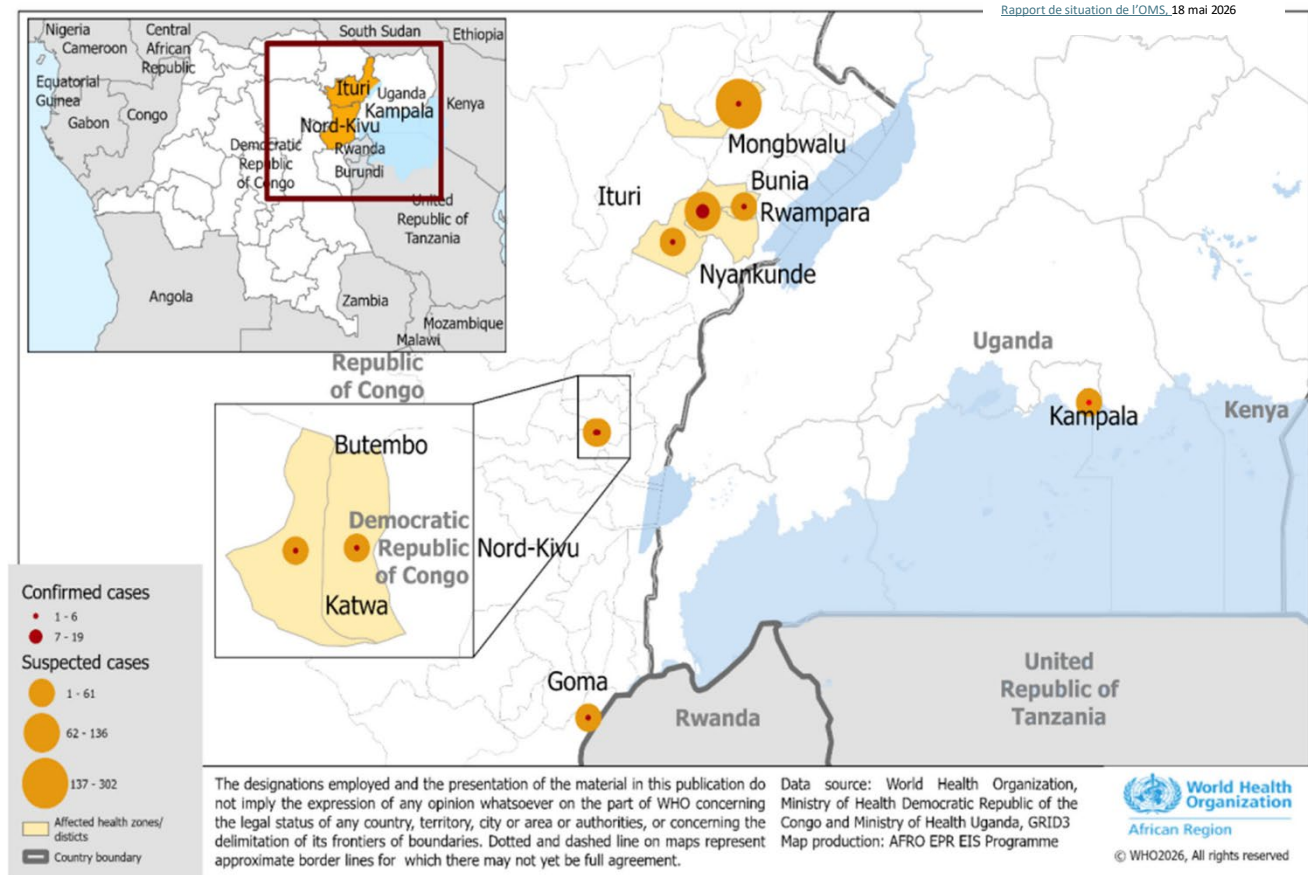


Flambée épidémique de virus Ebola déclarée dans la province de l'Ituri en 2026 (RDC) – Synthèse du contexte



Le 15 mai 2026, la République démocratique du Congo (RDC) a déclaré une épidémie de maladie à virus Ebola causée par le virus Bundibugyo (BDBV) dans la province de l'Ituri. Il s'agit de la 17^{ème} flambée épidémique de virus Ebola survenue dans le pays, mais déjà l'une des plus graves avec une propagation interprovinciale et transfrontalière. Le 17 mai, le directeur général de l'OMS a déclaré que la flambée épidémique constituait une urgence de santé publique de portée internationale. Le 26 mai, le ministère de la Santé en RDC a signalé un total de 121 cas confirmés (dont 17 décès) et 1 077 cas suspects (dont 238 décès) dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. L'Ouganda a signalé sept cas confirmés, dont un décès. Trois de ces cas sont liés à des déplacements depuis la RDC.

Cette note de synthèse détaille les facteurs contextuels pertinents dans la province de l'Ituri, en mettant l'accent sur trois des zones de santé actuellement les plus touchées : Mongbwalu, Bunia et Rwampara. Les zones de santé constituent les principales unités administratives du système de santé de la RDC ; il y en a 519 à l'échelle nationale et 36 dans la province de l'Ituri. La zone semi-rurale de Mongwa, située dans le territoire de Luiza, abrite des sites miniers artisanaux, Bunia est la capitale de la province et Rwampara est une zone de santé située à la périphérie de Bunia.

Population, langue et origine ethnique

- **Population** : La province de l'Ituri compte une population de 7 millions d'habitants, parmi lesquels 13 % sont des déplacés internes. L'Ituri est géographiquement diversifiée, avec un haut plateau, une vaste forêt tropicale humide (forêt tropicale de l'Ituri) et une savane. Elle abrite une capitale provinciale (Bunia) ainsi que des villes, liées à l'extraction de l'or et aux activités commerciales, avec des quartiers informels. La province abrite également des camps de personnes déplacées internes et des zones d'exploitation d'or (par exemple, Mongbwalu). La région de la forêt tropicale abrite les Mbuti, un peuple autochtone vulnérable qui dépend de la chasse et de la cueillette.
- **Centres urbains et liaisons urbaines** : La capitale de la province, Bunia (y compris son agglomération), compte

environ 1,5 million d'habitants et possède une longue tradition en tant que « pôle humanitaire » qui remonte à la deuxième guerre du Congo (1998-2003). En tant que pôle commercial, Bunia est importante pour le commerce rural-urbain et régional, en particulier avec l'Ouganda. Elle opère en tant que plateforme de transport et de logistique pour les exportations agricoles et minières, ainsi que pour les importations de biens de consommation en provenance d'Ouganda. Elle relie les territoires ruraux de l'Ituri aux marchés urbains. Bunia est reliée à d'autres pôles commerciaux, y compris la grande ville de Butembo, dans le Nord-Kivu, et Beni, un important centre urbain situé entre les deux villes. De forts liens sociaux et économiques, notamment familiaux, unissent les populations de ces villes. Bunia est plus diversifiée sur le plan ethnique et linguistique que d'autres régions plus rurales au sein de la province de l'Ituri, et abrite un grand nombre de PDI qui sont arrivées à Bunia déplacées par la violence.

- **Identités ethniques** : L'Ituri est fortement hétérogène, avec au moins 18 groupes ethniques. Les plus importants comprennent les Hema, les Lendu, les Alur et les Lugbara, ainsi que des groupes plus restreints tels que les Bira, les Nyali, les Lese et les Ndo-Okebo. L'identité ethnique est de plus en plus politisée, la nouvelle catégorie des « non-originares » (p. ex., les commerçants Nande du Nord-Kivu) reflétant les tensions autour de l'appartenance, de la concurrence économique et de l'influence politique.
- **Langues** : Le swahili est la langue la plus parlée dans la province de l'Ituri. Le lingala est largement utilisé comme langue de l'armée, de l'administration, de la radio et de la télévision. Le français est la langue des élites, de l'enseignement supérieur et de l'administration. Il n'est que partiellement compris par les populations ayant un niveau d'éducation limité. Il existe une grande diversité linguistique, en particulier dans les villages, p. ex., les langues hema (aux environs de Rwanpara), le nyali, le lendu (aux environs de Mongwalu). Le swahili est la langue véhiculaire au sein des opérations minières.
- **Communication** : Dans certaines régions de l'Ituri, la transmission des informations peut prendre 2 à 3 jours en raison d'un manque de couverture réseau. La couverture mobile et Internet est meilleure à Bunia et dans les grandes villes, tandis que les zones rurales (p. ex., Djugu, Irumu) dépendent de téléphones mobiles basiques et de réseaux communautaires alimentés par l'énergie solaire ou par satellite. L'utilisation des médias sociaux est plus élevée dans les centres urbains.

Sécurité, conflits et politique

- **Gouvernement militaire** : Depuis mai 2021, une administration militaire est en place dans la province de l'Ituri pour lutter contre l'insécurité.
- **Conflit d'Ituri et tensions entre les communautés lendu et Hema** : Le conflit armé prolongé entre les communautés lendu et hema qui date de la deuxième guerre du Congo survenue en 1999-2003 se poursuit dans la province de l'Ituri, et les affrontements récents ont engendré d'autres décès et déplacements. Des revendications autochtones contestées façonnent les conflits fonciers et de gouvernance. Ces tensions sont enracinées non seulement dans les moyens de subsistance (souvent présentées de manière simpliste comme des tensions entre éleveurs et agriculteurs), mais également dans des processus historiques de gouvernance et d'exclusion.
- **Factions armées multiples** : Les factions armées continuent d'utiliser des affiliations ethniques pour recruter des combattants et acquérir un pouvoir économique et politique. Chaque groupe ethnique a son propre groupe armé. Il y a des groupes pour les Hema (Zaire), les Lendu (nord : CODECO avec ses factions ; les Lendu du Sud : le FRPI), les Nyali-Kilo (Chabakulawatu), les Bira (FPIC/Chini ya Kilima) et les Lese (Chini ya Tuna). Les ADF (Forces démocratiques alliées) sont un groupe armé d'origine ougandaise, fondé en 1995, opérant depuis l'est de la RDC, affilié à l'État islamique en Afrique centrale, qui perpétue de violentes attaques contre les civils. Les GANE (Groupes armés non étatiques) sont impliqués dans la dynamique régionale avec le soutien présumé d'acteurs nationaux. Le M23 n'est pas actif au sein de la province de l'Ituri, mais il contrôle Goma et le sud de la province du Nord-Kivu. Des cas ont été confirmés dans le Nord et le Sud-Kivu. Certaines entités administratives au sein de la province de l'Ituri échappent au contrôle de l'État. La coopération sanitaire entre belligérants constituera une question importante soulevée par cette épidémie.
- **Axe Bunia-Mongwalu** : La situation sécuritaire est fragile et marquée par une insécurité chronique ainsi que de nombreuses exactions envers les populations locales ; bien qu'elle soit moins tendue qu'au Nord-Kivu en 2018 (période de transition présidentielle et de changement de régime), la région présente toujours un niveau d'insécurité extrêmement élevé et s'est détériorée au cours des deux dernières années, en partie en raison des récents changements de contrôle du M23 et des réponses du gouvernement de la RDC dans la région des Kivus. Toutefois, la révision constitutionnelle actuellement en discussion en RDC pourrait devenir un point de tension à surveiller.
- **MONUSCO** : La mission de maintien de la paix de l'ONU demeure active dans la province de l'Ituri.
- **Héritages du passé** : Les approches coloniales du « diviser pour mieux régner » ont enraciné des hiérarchies ethniques qui continuent de façonner des systèmes d'inégalité et de grief. Cela influencera la manière dont les

interventions externes sont perçues.

- **Identités fluides et instrumentalisées** : Les affiliations ethniques sont souvent mobilisées stratégiquement par les élites locales, les groupes armés et les mouvements politiques. Les groupes sont susceptibles de modifier leurs alliances de manière pragmatique, en s'appuyant sur des acteurs externes (y compris des interventions de l'État et internationales) pour consolider leur pouvoir.
- **Risques liés à la concurrence et à la riposte** : Les tensions économiques (y compris avec les « non-originares ») interfèrent avec des réseaux d'autorités et clientélistes fragmentés, ce qui signifie que les activités de riposte (p.ex., emplois, contrats, services) peuvent être politisées ou perçues comme étant biaisées, ce qui affecte la confiance et l'engagement.

Services de santé

- **Établissements de santé sous pression** : Selon le Cluster Santé, 17 partenaires soutiennent 107 établissements de santé au sein de la province de l'Ituri. Le niveau de préparation à la Prévention et au Contrôle des Infections (PCI) demeure extrêmement faible, les évaluations indiquant une prise en charge à hauteur de 34 % à l'Hôpital général de Référence de Mongbwalu et à hauteur de moins de 7 % dans d'autres établissements. Il y a de graves insuffisances d'équipements de protection individuelle (EPI), de matériel de PCI, de capacité de triage et d'espace d'isolement.
- **Pillage systématique et destruction des centres de santé** : Le ciblage des services de santé est fréquent dans l'est de la RDC. Plus de 100 attaques ont été perpétrées à l'encontre d'agents de santé dans la province de l'Ituri en 2025. Des attaques généralisées ont été perpétrées à l'encontre d'agents et d'établissements de santé lors de la flambée épidémique de virus Ebola survenue au sein de la région en 2018-2020.
- **Obstacles financiers** : Il existe de nombreuses options de soins de santé, en particulier à Bunia, y compris des pratiques biomédicales et confessionnelles. Toutefois, les soins de qualité sont coûteux et, de manière générale, les moyens financiers d'une personne déterminent à quel endroit et à quel moment elle a recours à des soins. Les plus fortunés se font soigner à l'étranger (Ouganda, Kenya).

Moyens de subsistance

- **Secteur informel** : la majorité de la population travaille dans le secteur informel, y compris le secteur minier informel et l'agriculture de subsistance. Le commerce transfrontalier et sur les marchés locaux est une source de revenus essentielle pour les communautés frontalières.
- **Extraction de l'or** : L'extraction artisanale de l'or soutient l'économie de toute la province. Cela nécessite une main-d'œuvre importante, mobile et travaillant dans des conditions extrêmement précaires. Elle est également saisonnière – pendant la saison des pluies, certains changeront d'emploi et de moyen de subsistance. L'extraction est organisée autour de réseaux de « personnes influentes » (personnes disposant de capitaux à investir et de connexions à des réseaux d'intermédiaires à l'échelle locale et dans les centres politiques) qui représentent d'importants points d'entrée pour la riposte. Les dynamiques interdépendantes de coercition et d'allégeances à travers les réseaux miniers économiques constituent des structures de pouvoir clés à cartographier.

Mobilité interne

- **La population est extrêmement mobile** : il y a des déplacements constants entre les sites d'extraction où travaillent les mineurs et Bunia, la ville où les familles sont installées. Bunia est également la ville vers laquelle les populations fuient pour se mettre à l'abri de l'insécurité avant de retourner dans leurs villages, bien qu'elle soit également dangereuse.
- **Le déplacement** en raison d'un conflit est le principal facteur de déplacement interne au sein de la province de l'Ituri.
- **Carburant** : Contrairement à d'autres zones rurales de la RDC, l'accès aux ressources financières grâce à l'extraction de l'or fait que certaines personnes ont les moyens d'acheter du carburant. Toutefois, la crise du carburant en raison du blocage du détroit d'Ormuz pourrait réduire à la fois l'approvisionnement et le pouvoir d'achat.
- **Revenus pour les factions armées** : Une source de revenus majeure pour l'État et les factions armées au sein de la région est générée par l'imposition des marchandises et les personnes qui se déplacent le long des routes principales de la province.
- **Rapatriement** : Suite à un décès, une personne sera rapatriée dans son village d'origine pour y être inhumée.

Mobilité internationale

- **Frontières internationales** : La province de l'Ituri est limitrophe de l'Ouganda et du Soudan du Sud.
- **Commerce** : Le commerce au sein de la province de l'Ituri est profondément connecté avec l'Ouganda. La route

Goli-Mahagi-Bunia est centrale car elle relie l'Ituri à l'Ouganda et au Kenya, par le corridor Nord. Le commerce transfrontalier informel est très répandu.

- **Marchandises** : Les principaux produits exportés sont l'or, le café, le bois et le cacao. Les principaux produits importés sont des produits manufacturés.
- **Fermeture de la frontière** : La frontière entre Goma et le Rwanda a été fermée après la confirmation d'un cas dans la ville.

Populations vulnérables

- **Besoin humanitaire** : Avant la flambée épidémique, 1,9 million de personnes nécessitaient déjà une aide humanitaire dans la province de l'Ituri, parmi lesquelles plus de 900 000 déplacés internes qui présentent des vulnérabilités supplémentaires susceptibles d'accroître le risque d'infection, notamment un accès extrêmement limité à l'eau et aux installations sanitaires.
- **Femmes** : Les premiers rapports indiquent que les femmes représentent deux tiers des cas suspects, ce qui est cohérent avec les données issues de flambées épidémiques antérieures : elles sont à risque d'être infectées par contact direct tandis qu'elles s'occupent des malades. Il existe des taux très élevés de VBG dans la province de l'Ituri ainsi que de VSLC.
- **Agents de santé** : Au moins quatre décès d'agents de santé ont été recensés en tant que décès présumés du virus Ebola depuis le début de la flambée épidémique actuelle, soulignant le risque de transmission associée aux soins de santé ainsi que l'importance des EPI et du respect des mesures de protection pour les professionnels de la santé.
- **Sexe transactionnel** : Le sexe transactionnel en tant que stratégie de subsistance est courant au sein des zones minières et les femmes sont susceptibles d'être exposées à des risques élevés si la transmission par voie sexuelle du virus Bundibugyo est possible (comme avec le virus Ebola au Zaïre). Les risques incluraient à la fois des formes commerciales et moins visibles de sexe transactionnel, qui sont toutes deux façonnées par la marginalisation économique des femmes.

Ressources – veuillez également vous référer aux [ressources de la SSHAP](https://hal.science/hal-05632431) collectées lors flambées épidémiques de virus Ebola antérieures. Pour référence ultérieure, une note contextuelle détaillée en libre accès sur la province de l'Ituri a été rédigée par des experts régionaux, réunis par Jules Villa de l'Institut Pasteur et est disponible en ligne en français <https://hal.science/hal-05632431> et en anglais <https://hal.science/hal-05632368>

Auteurs – Jules Villa (Institut Pasteur), Annie Wilkinson (IDS) et Juliet Bedford (Anthrologica). Des révisions supplémentaires ont été apportées par Megan Schmidt-Sane (IDS) et Diane Duclos (LSHTM).

Mention de soutien financier : Cette note de synthèse a été rédigée pour le Multi-Hazard Research Network (MHRN) et financée par le Foreign Commonwealth and Development Office du Royaume-Uni.

